

COMPTE RENDU

EXPOSITIONS PROFESSIONNELLES ET PRÉVENTION DES RISQUES

27 JUIN 2024



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités (DREETS)

Séminaire « Expositions professionnelles et prévention des risques »

27 juin 2024, Visioconférence

Présents :

Collège de l'État	Rémi	Barbe	DREETS
	Ghislain	Bonelli	DREETS
	Huguette	Bruno	Cabinet Bruno
	Jérôme	Corniquet	DDETS 13
	Romain	Dahan	LyondellBasell Fos
	Hélène	Darmon	SDIS 13
	Antoine	Pinasseau	Ministère de la justice
	Elise	Plan	DDETS 13
	Camille	Saiah	DDETS 13
	Fanny	Viprey	SDIS 13
Collège des industriels & bureaux d'études	Michel	Apokourastos	Petroineos
	Céline	Arnould-Gonzalez	Arcelormittal Méditerranée Fos
	Véronique	Begat	Veolia
	Nicolas	Clerc	Naphtachimie
	Sébastien	Cuche	SPIE Industrie
	Amar	Dib	Elengy
	Pauline	Fabre	GTM Sud
	Stéphanie	Garcia	ArcelorMittal Méditerranée Fos
	Christophe	Lemaitre	Esso Raffinage SAS
	Arnaud	Lemercier	APM Provence
	Tamara	Malardé	Seayard
	Johanne	Marseilles	Caprisk
	Julien	Mifsud	SARL FPAS
	Carine	Miserazzi	Cegelec
	Nadine	Nouyrigat	Sanofi
	Magali	Pascal	Petroineos
	Maëlys	Rodriguez	Groupe ADF
	Gilles	Talbot	Groupe Ortec
Collège des salariés	Hervé	Brisson	LYONDELL FOS
	Patrick	Padilla	LyondellBasell Fos
	Christophe	Ripert	Eurengo

Rédaction : SPPPI PACA

Validation : par les intervenants avant le 24 juillet, par les participants avant le 21 août.

Présentations en lignes : Disponible sur le site internet du SPPPI PACA : [Accueil](#) > [Axes de travail](#) > [Santé / environnement & Santé / travail](#)

Ordre du jour :

- **Introduction**
Jérôme Corniquet, Directeur délégué pôle travail, DDETS 13
- **Rôle du CSE dans la mise en œuvre des plans de prévention lors d'intervention d'entreprises extérieures**
Camille Saiah, Inspectrice du travail, DDETS 13
- **Surveillance biologique des expositions professionnelles**
Ghislain Bonelli, Inspecteur du travail, DDETS 13
- **Actualités réglementaires : PAPRIACT et décret n°2024-307 du 4 avril 2024**
Élise Plan, Responsable d'unité de contrôle, DDETS 13

Glossaire

ACD : Agents Chimiques Dangereux

ANSES : Agence Nationale de Sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'Environnement et du travail

CISST : Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail

CMR : Cancérigène, mutagène, reprotoxique

CSE : Comité Social et Economique

DDETS : Département Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

DUERP : Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels

EPI : Equipement de Protection Individuelle

EPC : Equipement de Protection Collective

FDS : Fiches de Données de Sécurité

GEH : Groupe d'Exposition Homogène

IBE : Indice Biologique d'Exposition

IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire

PDP : Plan De Prévention

SBEP : Surveillance Biologique des Expositions Professionnelles

SPPPI : Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles

SPST : Service de Prévention et de Santé au Travail

SPSTI : Service de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises

VLB : Valeurs Limites Biologiques

VLEP : Valeurs Limites d'Exposition Professionnelle

Introduction

Jérôme Corniquet, Directeur délégué pôle travail, DDETS 13

Pour rappel, les CISST visent à rendre plus efficace la prévention des risques professionnels sur les sites dangereux grâce à une coordination entre entreprises et des instances de représentation du personnel sur un même bassin de risques majeur. Dans les Bouches-du-Rhône, nous avons 3 CISST qui ont été créés (Martigues, Fos Est et Fos Ouest). Ces CISST sont présidés par le préfet de département qui a délégué cette présidence à la DDETS 13. Ce sont des instances qui ont parfois du mal à vivre. Une des réflexions qui nous avons menées, il y a quelques années pour redynamiser les CISST, a été de compléter ces réunions parfois un peu formelles par une réunion annuelle ou séminaire de présentation et d'échanges sur des thèmes précis rentrant dans le cadre d'intervention du CISST.

Depuis plusieurs années, avec le SPPPI PACA, nous organisons et animons un séminaire en général annuel qui réunit les membres des CISST. C'est le cas aujourd'hui, avec le thème « expositions professionnelles et prévention des risques ». Ce sont des enjeux importants pour les salariés et les entreprises.

Je remercie l'équipe dynamique du SPPPI PACA qui nous aide à organiser ses réunions, ainsi que les membres de la DDETS qui intervient ce matin. Je rappelle que nous sommes en période de réserve et serons attentifs aux réponses que nous pourrons vous apporter ou non.

Rôle du CSE dans la mise en œuvre des plans de prévention(PDP) lors d'intervention d'entreprises extérieures

Camille Saiah, Inspectrice du travail, DDETS 13

La réglementation sur le rôle du CSE dans la démarche des plans de prévention

Pour rappel, l'objectif du plan de prévention (PDP) est de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail. Il est important de souligner qu'il y a trois dimensions dans cette évaluation des risques (activités, matériels et installations).

La notion de plan de prévention est organisée sur la notion d'opération. Une opération désigne les travaux ou les prestations de services réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif. La circulaire du 14 avril 2006 vient préciser cette notion d'opération en expliquant que, pour chaque opération, il est nécessaire d'avoir une inspection commune préalable avec toutes les entreprises concernées par l'opération, un plan de prévention adapté aux circonstances précises de l'opération à réaliser et une jurisprudence constante en la matière qui précise cette notion d'opération. Cette jurisprudence précise qu'un plan de prévention trop généraliste n'est pas suffisant pour répondre à la réglementation. Le plan de prévention doit avoir une évaluation des risques complète et exhaustive. Une autorisation au travail ou un permis de travail ne peuvent pas remplacer une inspection commune ou un plan de prévention. Il est important de rappeler le cadre et la manière dont s'organise le plan de prévention. Il est organisé sur la notion d'opération qui permet une

évaluation précise, concrète et exhaustive des risques adaptés aux circonstances de l'opération.

Rôle du CSE – plans de prévention

Le législateur donne un rôle au CSE. Il a pour mission de promouvoir la santé, la sécurité et l'amélioration des conditions de travail dans l'entreprise. Il réalise des enquêtes en matière d'accident du travail ou de maladie professionnelle. Et, il contribue à l'évaluation des risques professionnels. Une consultation du CSE doit être organisée sur le DUERP et sur ses mises à jour. Le CSE émet véritablement un avis sur le DUERP et ses mises à jour.

Le rôle du CSE dans le cadre du plan de prévention suit toujours dans la même logique, c'est-à-dire que, dès que nous avons une décision de sous-traitance d'une activité, le CSE doit être consulté sur cette décision de sous-traiter une activité qui était avant gérée par des activités de l'entreprise et par des salariés organiques. C'est quelque chose que l'on voit très peu appliqué. Le CSE doit émettre un avis spécifique sur une décision de sous-traitance de l'activité.

L'inspection commune préalable permet un premier échange d'information et d'évaluation des risques sur l'opération à venir. Elle doit délimiter la zone d'intervention des entreprises extérieures, définir les zones dangereuses que les travailleurs vont connaître, ainsi que les voies d'accès des véhicules et locaux sociaux des travailleurs des entreprises extérieures (sanitaires, restauration, vestiaires). Les deux CSE, celui de l'entreprise utilisatrice et celui de l'entreprise extérieure doivent être informés de ces inspections communes préalables. Dès la connaissance de cette date ou 3 jours avant la visite afin de participer et contribuer à l'évaluation des risques.

Le PDP va être élaboré à la suite de cette inspection commune préalable. Il doit être communiqué et mis à disposition à la demande des 2 CSE pour l'exercice de leur mission : le rapport de repérage avant travaux amiante, les documents relatifs à l'évaluation des risques, *etc.* Il doit être informé de toute situation d'urgence et de gravité. Selon le Code du travail, une fois que le PDP a été élaboré, les membres du CSE ayant participé à l'inspection commune préalable, émettent un avis sur les mesures de prévention qui doivent être portées sur le PDP. C'est quelque chose qui est peu appliqué. Nous sommes dans la même logique que le DUERP.

Pour les inspections et les réunions périodiques de coordination, les 2 CSE doivent être informés de ces inspections et réunions dès la connaissance de la date ou au plus tard 3 jours avant. Deux membres du CSE de l'entreprise utilisatrice ou extérieure peuvent aussi, à leur demande, demander l'organisation d'inspection et de réunions périodiques de coordination.

Enfin, le CSE de l'entreprise utilisatrice a le droit d'enquête en cas de risque lié à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels. Le CSE de l'entreprise utilisatrice peut procéder à des inspections sur les lieux de travail des travailleurs d'entreprises extérieures. En cas d'accident du travail, grave ou ayant pu entraîner des conséquences graves, le CISST élargi doit être convoqué pour faire ce travail d'enquête.

Le non-respect de cette réglementation peut être susceptible d'être caractérisé de délit d'entrave au fonctionnement du CSE.

Nous sommes dans la même logique du rôle du CSE où, dans le cadre du DUERP, il contribue à l'évaluation des risques et, dans le cadre du PDP, il contribue à l'évaluation des risques et émet un avis sur les plans de prévention.

Temps d'échanges

Concernant l'inspection et les réunions périodiques que nous devons tenir, est-ce à la demande de 2 membres du CSE de l'entreprise utilisatrice ou extérieure ou lorsque le volume d'heure le demande ? Sous quelles formes doivent-elles se présenter ? Si l'employeur ne respecte pas ses obligations, comment pouvons-nous lui imposer ? Notamment pour les 90 000 heures sur le volume annuel des activités de l'entreprise. Comment proposer à l'employeur de faire ses réunions ? Est-ce que cela doit être un nouveau plan de prévention ou devons-nous réunir toutes les entreprises ensemble ? (Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

L'inspection peut être initiée à la demande de deux membres du CSE représentant de l'entreprise utilisatrice ou extérieure pour solliciter l'organisation d'une inspection ou d'une réunion de coordination.

Au vu du volume d'heure que nous avons dans les entreprises, ou si nous le demandons, comment doivent se tenir ses réunions ? Est-ce que cela doit être un nouveau plan de prévention par entreprise ou est-ce que c'est une réunion où nous convions toutes les entreprises qui sont intervenues sur le site ? (Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

Le plan de prévention est organisé sur la notion d'opération.

Doit-on réunir les entreprises une à une ou est-ce que nous les réunissons ensemble ?

(Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

Chaque CSE de chaque entreprise émet un avis.

Réponse (Élise Plan, DDETS 13)

Dans ce cadre, les CSE sont consultés sur chaque plan de prévention et un avis est rendu. Vous parlez des CSE d'entreprise sous-traitance, mais il y a aussi les CSE des entreprises utilisatrices, et dans ce cas pour la forme, du moment où l'avis du CSE est requis il peut y avoir une consultation avec un ordre du jour concernant plusieurs opérations et un avis sur un ensemble de plan de prévention, par exemple. S'il y a un volume très important d'opération et de sous-traitance, il peut être envisagé également par type, par typologie d'opération et par lot de

réaliser des plans de prévention et donc de consulter le CSE en donnant un avis sur ces lots et types d'opérations.

Sur les textes existants, nous ne voyons pas ce qui empêche de le faire avec toutes les entreprises. C'est, bien sûr, une logistique et une organisation importante. Sur certaines opérations successives ou des opérations qui vont avoir lieu sur la même période, il peut être intéressant d'échanger et d'avoir ces retours d'inspection périodique de coordination. Cela peut permettre également de faire émerger des mesures de prévention spécifiques sur ces PDP. Il n'y a pas de formalisme dans ce cadre tant que nous répondons à l'obligation du texte.

Pour prendre un exemple concret, quand nous avons un arrêt programmé pour inspection, tous les 6 ans, nous faisons un PDP où nous avons toutes les entreprises présentes. Est-ce que pour les inspections et réunions périodiques nous devons faire sous la même forme ou le faire avec chaque entreprise séparément ? Quand on fait « turn around », nous avons plusieurs entreprises au même plan de prévention qui est dit générique et pour certaines nous avons des plans spécifiques par opération. En routine normale, nous avons à peu près ce même format. Pour les inspections et réunions périodiques, devons-nous faire une réunion spécifique pour chaque entreprise ou est-ce que nous pouvons réunir plusieurs entreprises pour répondre aux obligations réglementaires, notamment sur les 90 000 heures annuelles ? (Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)

Réponse (Élise Plan, DDETS 13)

Pas de réponse suite à une mauvaise connexion.

Si le PDP est déjà en place et qu'il concerne une entreprise qui est déjà en activité depuis plusieurs années sur le même site, faut-il obligatoirement réaliser physiquement l'inspection préalable sur le site si rien n'a changé depuis la dernière revue ? (Christophe Lemaitre, ESSO Raffinage)

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

Le PDP est organisé sur la notion d'opération et les circonstances de l'opération. Par exemple, si les conditions de l'opération changent, elles doivent faire l'objet d'une évaluation concrète et exhaustive des risques par opération. L'évaluation des risques est concrète, exhaustive et adaptée aux circonstances précises de l'opération. Si les circonstances changent, il faut refaire cette évaluation des risques. Il faut une inspection commune préalable en amont et un plan de prévention.

Dans ma question, nous parlons d'opération équivalente, c'est-à-dire, c'est une entreprise qui est en contrat d'année chez nous et qui réalise toujours les mêmes tâches et opérations. Nous faisons une revue annuelle du PDP pour s'assurer qu'il n'y a rien de plus en termes d'opération. Si cette entreprise est présente physiquement chez nous à l'année, en cas de condition d'opération équivalente, dans les mêmes lieux et au même endroit du même site, s'il y a aucun changement d'une année sur l'autre, devons-nous tout de même passer du temps sur le terrain à revisiter les lieux qui sont déjà connus et qui sont toujours les mêmes ? (Christophe Lemaitre, ESSO Raffinage)

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

L'évaluation des risques doit être revue chaque année. Nous allons constater, dans votre évaluation des risques, la prise en compte des circonstances complètes et adaptées de l'opération. Votre évaluation des risques doit être actualisée en fonction des circonstances concrètes et précises de l'opération. C'est une exigence du Code du travail et de la circulaire de 2006.

Y a-t-il une notion de durée de validité à un PDP s'il n'y a pas de changement ? (Carine Miserazzi, Cegelec)

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

L'évaluation des risques s'actualise chaque année à chaque fois qu'il y a une information complémentaire et un accident de travail. Il n'y a pas une notion de durée de validité. Le PDP est un document vivant et doit être actualisé à chaque fois que vous avez une information nouvelle qui intéresse votre évaluation des risques.

Surveillance biologique des expositions professionnelles

Ghislain Bonelli, Inspecteur du travail, DDETS 13

Présentation de la SBEP

La surveillance biologique des expositions consiste à mesurer dans une matrice biologique (le sang, l'urine, les cheveux ou l'air expiré des travailleurs exposés) le niveau d'un indicateur biologique d'exposition à une substance chimique donnée. Le but est aussi d'évaluer l'exposition réelle et d'évaluer au mieux les risques pour la santé résultant d'une exposition à un agent chimique dangereux. Pour avoir une effectivité totale de cette surveillance, il va falloir prendre ces mesurages et indicateurs afin de les comparer à des références appropriées.

Comment ?

Cette surveillance biologique d'exposition est réalisée par les services de prévention et de santé au travail (SPST) et relève d'une prescription médicale du médecin du travail qui a un rôle central dans cette surveillance biologique et qui dépend de l'information qu'il reçoit. Il est nécessaire d'identifier tout d'abord l'agent chimique dans le métabolisme du salarié. Pour cela, le médecin du travail a besoin de la communication par l'employeur d'une évaluation des risques et une évaluation des risques à jour. La chronologie de mise à jour d'évaluation des risques est importante et prévue annuellement par les textes.

Suite à la consultation d'évaluation des risques, des fiches de données sécurité et après avoir identifié l'agent chimique recherché, il est important de choisir l'indice biologique. L'indice biologique est le traceur dans le sang, l'urine, les cheveux ou l'air expiré qui est laissé par la substance chimique que nous recherchons et auquel est exposé le salarié. Cela peut se faire *via* la base BIOTOX, développé par l'IRSN depuis 2013, qui communique des informations assez exhaustives sur environ 120 substances chimiques (type de marqueur, valeurs comparatives, *etc.*). C'est une bonne base pour les représentants du personnel, mais aussi

pour le service de santé au travail et permet d'avoir une doctrine sur la surveillance biologique et les IBE qu'il est possible de faire réaliser.

Ensuite, il faut définir, en lien avec le médecin du travail et les représentants du personnel, un Groupe d'Exposition Homogène (GEH) qui va faire l'objet de prélèvements. Bien souvent, ce qui peut être utile, c'est de décorréliser les GEH des valeurs limites d'expositions professionnelles. En résumé, il faut essayer de coupler pour un GEH visé, une mesure VLEP et un suivi au niveau biologique. Il y a de nombreuses études qui prouvent qu'il n'y a pas de corrélation entre résultats VLEP et suivi biologique et indicateur biologique d'exposition, car il y a beaucoup d'aléas. Ce n'est pas parce que nous observons de résultats élevés lors des mesurages VLEP, voire des dépassements de VLEP, que nous allons avoir la présence dans le corps du salarié beaucoup de polluant au niveau indicateur biologique. Cela s'explique par l'efficacité, relative ou non, de l'appareil de protection respiratoire et non des facteurs exogènes. Par exemple, quand j'ai une faible VLEP et des IBE importantes, nous pouvons nous tourner vers les expositions du salarié autre que professionnelles, notamment sa qualité de fumeur.

Le but est de prélever ces IBE, une fois identifiés, et de les comparer à des valeurs biologiques d'interprétation, de référence ou des valeurs limites biologiques. Pour avoir une idée de la liste exhaustive de ses valeurs, nous allons avoir la consultation de la base BIOTOX et du site de l'ANSES qui est en charge en France de développer les valeurs biologiques de référence et également les valeurs limites.

Pourquoi ?

Elle permet d'assurer la traçabilité des expositions professionnelles. Elle est un complément pertinent à la surveillance atmosphérique des ambiances de travail. Même s'il n'y a pas de lien de corrélation, elle vient compléter cette surveillance atmosphérique qu'elle soit faite dans le cadre des contrôles techniques VLEP, mais également dans le cadre de l'évaluation des risques.

J'attire votre attention sur les dispositions réglementaires. Il y a une obligation pour l'employeur de mesurer tous les agents chimiques dangereux ou les CMR présents dans les heures de travail. La différence est qu'il y a un deuxième paragraphe qui oblige, quand ces derniers sont dotés de VLEP réglementaire contraignante, de faire réaliser ses contrôles par un organisme accrédité une fois par an. Mais, cela ne délie pas l'employeur de l'obligation de mesurage qui est plus en amont dans le texte.

La SBEP permet au médecin du travail d'avoir des données pour pouvoir effectuer au mieux et donner de l'effectivité à son devoir d'alerte et avoir la capacité de proposer à l'employeur d'arrêter le poste de travail ou de faire des préconisations sur l'amélioration des conditions de travail. Cela lui permet également de se positionner éventuellement sur l'inaptitude temporaire du salarié, et c'est notamment le cas pour les substances bio accumulables qui restent dans le corps du salarié. Le médecin du travail va alors préconiser un retrait ou une nouvelle affectation du salarié pour éviter que des polluants s'accumulent encore plus dans son corps. Nous allons attendre un certain moment, en fonction du polluant et du degré d'exposition, avant que le salarié réintègre son poste initial. Pendant ce laps de temps,

l'employeur va mettre en place des mesures pour faire baisser, au plus bas techniquement possible, cette exposition.

Réglementation relative aux valeurs limites biologiques (VLB)

Au niveau VLB réglementaire, contenu dans le Code du travail et codifié à l'article R.4412-152 du Code du travail, la seule valeur biologique réglementaire en France concerne le plomb sanguin. C'est donc la seule valeur contraignante présente dans le Code du travail, et cela ne sous-entend pas que c'est le seul polluant qui doit faire l'objet de contrôle, mais c'est le seul rendu obligatoire par la réglementation. Les autres étant à la main du médecin du travail. S'il n'y a pas de comparaison ou de valeurs inscrites dans le Code du travail, il faut se référer aux valeurs biologiques indicatives, aux valeurs biologiques de référence, aux données développées sur la base du BIOTOX ou par l'ANSES.

Pour réaliser au mieux cette mission, qui consiste à éviter toute altération de la santé des travailleurs, le médecin du travail a besoin d'avoir des informations qui lui sont transmises par l'employeur. En premier lieu, il doit être destinataire des informations relatives à la nature et la composition des produits chimiques utilisés, ainsi que leurs modalités d'emploi. En deuxième lieu, il doit avoir accès aux Fiches de Sécurité (FDS). Une FDS de plus de 2 ans doit interpellier sur l'existence de nouvelle FDS. Au niveau de la réglementation européenne et quant à l'application du règlement REACH, il est obligatoire pour le fournisseur de produits chimiques de faire une fourniture active des FDS et notamment des mises à jour. Quand il y a une mise à jour, vos fournisseurs de produits chimiques doivent avoir un listing et vous faire parvenir de façon active (par mail ou envoi d'un lien) la dernière donnée de la FDS. Chaque mois, nous avons de nouvelles données sur les produits chimiques, substances ou mélanges en circulation sur le territoire européen. Il est donc important de veiller à avoir les dernières versions de la FDS et à ce que le médecin du travail ait ces versions.

Le médecin du travail est également destinataire des résultats de toutes les mesures et analyses réalisées dans les domaines entrant dans son champ d'intervention. C'est le cas pour les mesurages au poste de travail et des mesurages surfaciques, et l'information sur le bon fonctionnement et le maintien en conformité des installations (aération et ventilation de l'entreprise). Enfin, au 5 juillet, il sera destinataire de la liste actualisée des travailleurs **susceptibles** d'être exposés aux agents CMR. Cela découle de l'entrée en application du décret du 4 avril 2024 n°2024-307.

Avantages et limites de la surveillance biologique des expositions

Cette surveillance biologique a la particularité de pouvoir intégrer l'ensemble des voies de pénétration d'une substance dans l'organisme (inhalation, pénétration cutanée, ingestion) et permet d'intégrer l'ensemble des sources d'expositions (alimentation, professionnelle, environnementale). A contrario, elle ne permet pas de distinguer la contribution des différentes voies et sources d'exposition ni d'identifier des pics d'exposition. En résumé, quand nous allons avoir des IBE positives, cela veut dire que le salarié a été exposé à telle substance, mais nous ne pourrions pas identifier clairement, sauf accouplé à une analyse de risque effective, quelle est la voie de pénétration, notamment pour un polluant qui a des voies

de pénétrations multiples (cutanée et respiratoire). Cette surveillance biologique ne permet pas également d'identifier des pics d'expositions.

Avantages

La surveillance biologique permet d'évaluer l'efficacité de la démarche de prévention mise en place par l'employeur. Elle est complémentaire de la VLEP. La VLEP ne constitue qu'un minima de prévention. Il faut tendre vers l'exposition zéro. La VLEP ne vient que consacrer l'efficacité *a minima* de la démarche de prévention mise en place par l'employeur. Elle est également complémentaire des mesures atmosphériques et des prélèvements de surface pour identifier les sources d'exposition auxquelles sont soumis les travailleurs et identifier *in fine* les mesures à mettre en place pour supprimer les expositions conformément à la réglementation applicable. Enfin, elle caractérise les activités à risques et garantit la traçabilité des expositions professionnelles.

Difficultés de mise en œuvre

La surveillance biologique nécessite une connaissance exhaustive des substances présentes au sein des atmosphères de travail par le médecin du travail. En déficit d'information, ce dernier ne pourra pas avoir ce rôle d'impulsion et préconiser une surveillance biologique pour les salariés exposés. C'est encore plus vrai pour les services de santé au travail interentreprises où ils n'ont pas la possibilité de faire des visites en tiers temps au sein des locaux de travail d'une entreprise donnée aussi facilement qu'un service interne autonome. Ils sont tributaires des informations transmises par l'employeur. La réglementation et notamment le Code du travail prévoient une obligation de transmission de la FDS au médecin du travail et également d'intégration du médecin de travail à la démarche de prévention et à l'élaboration du document des risques professionnels et de l'ensemble de ses annexes.

Elle ne permet pas de distinguer la contribution des différentes voies et sources d'exposition. C'est un problème pour l'évaluation des risques. Pour rappel, le médecin du travail est soumis au secret médical lorsqu'il divulgue à l'employeur les résultats des IBE réalisées. Le seul retour autorisé sur les IBE est, pour chacun des GEH, des résultats anonymisés. Sachant que l'évaluation des risques est faite par une unité de travail, cela rend plus complexe la tâche de l'employeur. Au vu de la connaissance de l'employeur de l'activité des salariés, il sera très aisé de rattacher, si ce n'est à une personne, à une unité de travail les résultats délivrés par le médecin du travail.

Enfin, cette surveillance biologique nécessite la mise en place et l'effectivité d'un protocole très strict. La chronologie des prélèvements réalisés est capitale, car il y a un risque de déperdition des échantillons et il ne faut pas faire la mesure trop tôt, car l'organisme n'a pas eu le temps d'assimilé le polluant, mais pas trop tard non plus. Il y a aussi une question de dégradation des substances. Par exemple, quand vous faites une IBE à la suite d'une exposition au chrome 6, ce n'est pas du chrome 6 que vous allez trouver dans l'organisme, mais du chrome 3 ou du chrome. Selon les substances, il faut parfois attendre 3 heures après l'exposition pour avoir une mesure fiable. L'idéal, et c'est le cas lors d'exposition accidentelle, est d'avoir un échantillon directement et de faire des prélèvements 3 heures après. Pour se

rendre compte de l'exposition hebdomadaire, il est idéal de faire les prélèvements en fin de semaine le vendredi. L'employeur doit aménager le temps de travail du salarié pour être sûr que 3 heures avant la fin de son poste le vendredi il ne soit plus exposé et pour être sûr que nous ne demandions pas au salarié de rester 3 heures un vendredi après la fin de son poste pour faire l'objet d'une surveillance biologique.

Les implications de la surveillance biologique

La surveillance biologique vient nourrir le dossier médical en santé au travail (DMST). Le médecin du travail constitue et tient, pour chaque travailleur exposé aux ACD, un dossier individuel contenant notamment les dates et les résultats des examens médicaux complémentaires pratiqués. Le DMST est conservé pendant au moins 50 ans après la fin de la période d'exposition. Il est communiqué, sur sa demande, au médecin inspecteur du travail et peut-être adressé, avec l'accord du travailleur, au médecin de son choix.

Cela vient nourrir la nécessité de la surveillance biologique lors de la réalisation de la visite en fin de carrière. Le législateur introduit l'obligation de mettre en place une visite médicale notamment pour les salariés exposés à des facteurs de pénibilité en fin de carrière avant leur retraite. Lors de cet examen médical, et au vu des données issues de la surveillance biologique des expositions, le médecin du travail va pouvoir décider, en lien avec le médecin-conseil des organismes de la Sécurité sociale, de la mise en place d'un suivi post exposition ou post professionnel du salarié. Cela permet de suivre les effets de l'exposition à des agents chimiques sur le salarié lors de sa vie professionnelle, des effets potentiels après cette vie professionnelle et dans sa période de retraite. Cela garantit une traçabilité en tout point et selon une chronologie plus importante.

Temps d'échanges

Pouvez-vous préciser que signifie travailleurs "susceptibles " d'être exposés ? Comment juger ce cas, du moment qu'un salarié va sur des unités est-il susceptible ? (Carine Miserazzi, Cegelec)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

C'est une question que nous aborderons lors de l'actualité réglementaire.

Sur la notion d'exposition, nous avons très peu de recul sur ce texte, car il n'est pas encore mis en application. Le décret du 4 avril a mis en place un délai de 3 mois et a paru au journal officiel le 5. Il sera effectif le 5 juillet. Je vous renvoie à la lecture de la DRT 12 qui donne une définition de ce que nous entendons par « une exposition ». Nous pensons généralement aux expositions directes, mais les expositions professionnelles recouvrent plus que cela. La DRT 12 est un document de 2006 élaboré par la direction générale du travail et qui donne une définition des expositions : <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/2000>

A-t-on besoin de l'accord des salariés avant réalisation d'une mesure ? (Carine Miserazzi, Cegelec)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

C'est malheureusement la limite. C'est un examen médical soumis à l'approbation et à la bonne volonté du salarié. Le retour que j'ai sur mon secteur de contrôle est que bien souvent, le vendredi soir, le salarié n'a qu'une envie, c'est de rentrer chez lui après une semaine de travail et ne pas passer son temps à faire l'objet d'une prise de sang. C'est humain. C'est un écueil insurmontable à la surveillance biologique des expositions. Il faut beaucoup de pédagogie envers le salarié en expliquant que c'est dans son intérêt de veiller à satisfaire cette surveillance biologique des expositions professionnelles et d'assurer la traçabilité de son exposition. Seul le salarié concerné aura ces données.

Sur des zones où plusieurs intervenants de plusieurs entreprises utilisatrices ou intervenantes sont présents, chaque entreprise a l'obligation de faire des mesures ?

(Carine Miserazzi, Cegelec)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

La surveillance biologique n'a une obligation réglementaire que pour le plan. Pour le plan, chacun va devoir faire ses mesures. Pour des mesures pratiques, il faut voir avec le médecin du travail. Pour un même GEH, pour des salariés qui feraient la même activité, est-ce qu'il est nécessaire de prendre tout le monde ? Peut-être que oui, car cela permettra de confronter la coordination des mesures de prévention et l'efficacité de chacune des démarches de prévention, si tenté qu'elles soient différentes. Si nous ne faisons pas une surveillance exhaustive, nous allons avoir autant de trous dans la traçabilité des expositions. Dans l'idéal plus de SBEP peuvent être réalisés mieux c'est, pour les raisons évoquées.

En tant qu'employeur, le résultat de l'IBE étant une donnée RGPD, je n'ai pas accès à l'identité des salariés IBE+, comment gérer l'analyse du résultat positif. J'ai juste une date et un nombre 3 semaines après le prélèvement. (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Ici, nous nous heurtons à un secret médical absolu. Il serait impossible pour le médecin du travail que de communiquer un résultat nominatif. Normalement, vous avez connaissance du GEH si votre évaluation des risques est bien précise. Si vous avez réalisé les prélèvements et les mesurages, hormis VLEP, vous devrez avoir une cartographie des polluants présents dans votre entreprise. Il est donc plus aisé pour vous de mettre des noms sur les résultats anonymisés. Face à un risque, les mesures de prévention doivent être sensiblement les mêmes. Tout retour positif doit vous alerter sur la nécessité de garantir une protection des travailleurs plus effective.

Commentaire (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Certes, mais, sur le même GEH, j'ai 1 salarié positif sur un IBE sur les 3 du chantier !

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Je vous renvoie à la communication avec votre médecin du travail si vous rencontrez des difficultés sur l'identification de l'unité de travail. En général le médecin du travail pourra vous aiguiller et vous conseiller sur les mesures à prendre. Est-ce que la protection collective, le choix du masque ou l'absence d'adaptation des protections respiratoires au porteur pose un problème ? Une série de facteurs peut expliquer des dépassements IBE, ou alors des facteurs exogènes qui résultent d'autres facteurs environnementaux ou extra-professionnels.

Ce n'est pas idéal pour l'employeur, car il doit revoir son évaluation des risques à l'unité de travail. Le secret médical étant absolu, il n'y a pas de contournement possible, et d'ailleurs tant mieux !

Quand vous avez 1 salarié par GEH, la question du caractère anonyme ne se pose pas, car le résultat correspond au salarié. Un GEH avec une personne, sauf dans les petites équipes, ce n'est dans l'intérêt de personne, car les résultats vont être dépendants des facteurs exogènes évoqués. Le mieux est d'avoir plusieurs résultats pour le même GEH permettant de voir s'il y a une corrélation ou communauté d'exposition pour ce même GEH.

Commentaire (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

J'ai un GEH des 3 salariés en même temps sur le chantier et 1 seul est IBE + et l'inspection du travail m'oblige à faire une déclaration d'accident du travail ! Alors que l'IBE positif peut être exogène.

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Il y a une position tranchée de la CARSAT. Il me semble, sous réserve de prérogative, que vous pouvez vous rapprocher de votre médecin de travail en disant qu'il serait peut-être plus opportun de réaliser 3 IBE, des IBE par salarié pour ce GEH.

Complément (Élise Plan, DDETS 13)

C'est la définition d'accident du travail repris par la sécurité sociale. Nous intervenons en tant que corps régalién sur ces questions de contrôle de la conformité. La définition d'accident du travail du code de la sécurité sociale est également complétée par la jurisprudence constante. Si vous le souhaitez, nous pourrions vous donner la liste de la jurisprudence à disposition pour déterminer quels sont les critères nécessaires pour rentrer dans la définition d'un accident du travail. Pour réaliser une obligation de déclaration, il y a plusieurs critères que vous connaissez peut-être, notamment le cas d'un événement soudain ou imprévisible et il faut pouvoir dater précisément l'incident, la période ou la dernière période qui a généré l'accident du travail. Il faudra déterminer dans ce cadre si cela répond à la définition de l'accident du travail au regard de ces jurisprudences et déterminer si nous rentrons dans l'obligation de déclaration. S'il y a sur le groupe présent seulement une seule IBE positive, il va s'agir de déterminer pourquoi, dans ce même groupe et même unité de travail exposée aux mêmes agents chimiques dangereux, il n'y a qu'un seul salarié touché. Est-ce qu'il y a un défaut de protection collective sur un poste de travail ? Y a-t-il des circonstances particulières ? Tous ces éléments rentrent dans l'évaluation et peut-être les mesures correctives que vous allez mettre en place en matière de prévention des risques.

Sur la mesure de l'exposition CMR en général, en tant qu'entreprise extérieure, est-ce que je dois réaliser des mesures (type port de détecteurs COV) chez nos clients entreprises utilisatrices pour faire des mesures ? (Pauline Fabre, GTM Sud)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

La seule obligation légale est de réaliser des contrôles techniques VLEP chaque année par un organisme accrédité. Cette liste de valeurs limites d'expositions professionnelles, que vous trouvez à l'article R.4412-149 du Code du travail, est obligatoire pour chacun des employeurs. Il est important que cela soit fait par chacune des entreprises, car, dans la stratégie qui va précéder les mesurages, nous allons avoir de nombreux échanges notamment avec le médecin du travail, le CSE ou la CSSCT. Il est important que les représentants du personnel puissent avoir un « droit de regard » et puissent émettre un avis sur les personnes qui doivent composer le GEH. Légalement, vous êtes obligé de faire vos contrôles VLEP. Pour les autres types, notamment le port d'un détecteur de COV, cela relève de la coordination des mesures de prévention. Si sur le site, l'entreprise utilisatrice impose le port d'un détecteur COV, bien évidemment, vous devez vous soumettre à ces mesures de prévention. Cela étant, il n'y a pas d'obligation et tout dépend de votre évaluation des risques. C'est bien à l'employeur qu'il revient de faire procéder à ces contrôles VLEP.

Suivant comment on considère le terme "susceptible", il me semble difficile de faire tous les ans et sur tous les postes de travail des mesurages pour toutes les entreprises concernées, la définition a donc toute son importance ? (Carine Miserazzi, Cegelec)

Réponse (Élise Plan, DDETS 13)

Nous allons en parler par la suite.

Actualités réglementaires : PAPRI Pact et décret n°2024-307 du 4 avril 2024

Élise Plan, DDETS 13

PAPRI Pact

Nous avons une obligation d'évaluation des risques qui doit être mise à jour régulièrement, à minima annuellement, lors de toutes modifications des conditions de travail substantiel et également lorsque nous avons l'information portant sur le risque potentiel ou l'évolution d'un risque permettant de mettre en place des mesures adaptées pour la protection de la santé des salariés. La loi sur la mise en place du PAPRI Pact de 2 août 2021 a pour but de renforcer la prévention en santé au travail. Elle est entrée en vigueur le 31 mars 2022 et prévoit de renforcer ce document unique d'évaluation des risques pour avoir un contenu plus précis et opérationnel à destination des entreprises, prévu dans l'article R.4121-3-1 du Code du travail.

Dans ce cadre, l'obligation de mise en place du PAPRI Pact concerne les entreprises de 50 salariés et plus. À partir des résultats de l'évaluation des risques, nous avons un programme annuel de prévention des risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail.

Ce programme annuel de prévention est intégré au document unique d'évaluation des risques

et prévoit une liste détaillée des mesures de prévention pour une période annuelle (année à venir). Pour chaque mesure, nous devons définir les conditions d'exécution de ces mesures de prévention, choisir les indicateurs de résultats d'effectivité et identifier les ressources mobilisables de l'entreprise. Il faut mettre en place un calendrier de mise en œuvre sur l'année à venir. Et dernier point, estimer les coûts pour chaque mesure.

Il y a une mise à jour du PAPRI Pact, tout comme le DUERP, à minima une fois par an. Le PAPRI Pact est intégré au DUERP. Il y a une mise à jour également lors de toute décision d'aménagement importante modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail ou lorsque qu'une information supplémentaire est portée à la connaissance de l'employeur, remontée par les membres des instances CSE ou CSSCT, et toute information pouvant avoir un impact sur l'évaluation d'un risque ou en créant un nouveau risque professionnel (évolution d'unité de travail réorganisation, nouvelle activité dans l'entreprise, etc.). Le DUERP et le PAPRI Pact doivent alors, être mis à jour.

Pour le PAPRI Pact, il est prévu, comme pour le DUERP, que le CSE soit consulté sur la liste des actions de prévention et de protection prévues dans le programme. Il faut une traçabilité et une conservation, car nous allons transmettre le DUERP, comprenant le PAPRI Pact, au service de prévention au travail. En dehors de cela, il y a également une conservation de l'entreprise version papier ou numérique pendant 40 ans. Nous vous tiendrons informés quand la plateforme numérique verra le jour. Il sera tenu notamment à la disposition des anciens travailleurs. Nous sommes dans une logique d'exposition, de traçabilité, de réparation pour les travailleurs. Nous transmettons, comme le DUERP, le PAPRI Pact aux SPSTI (Services de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises), qui le conserve lui-même *a minima* 40 ans.

Décret n°2024-307 du 4 avril 2024

Le décret va fixer des VLEP pour certains agents chimiques, mais surtout, va compléter la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques CMR. Nous avons différents enjeux, notamment un enjeu de prévention. C'est l'enjeu de tous les textes qui ont complété l'évaluation des risques ces dernières années : renforcer l'évaluation des risques par l'employeur et permettre aux services de préventions et de santé au travail de tracer les expositions à certains agents chimiques dangereux. Nous avons l'information de l'inspection du travail. Il y a, ensuite, l'enjeu de suivi de l'état de santé des travailleurs. Les services de santé au travail vont concerner le dossier médical individuel des travailleurs pendant 40 ans. Cela va compléter le suivi de leur santé, y compris une fois qu'ils auront arrêté leur activité professionnelle. En découle, un enjeu de réparation pour faire des liens entre des maladies professionnelles, cancer et reconnaissance de maladie d'origine professionnelle. Et, un enjeu réglementaire pour répondre aux obligations de l'article 12 de la directive européenne.

Nous avons une création de nouveaux articles du Code du travail R.4412-31-1 à R.4412-93-4 qui va obliger les entreprises à élaborer et créer une liste nominative des travailleurs susceptibles d'être exposés aux agents chimiques CMR. La date d'entrée en vigueur est le 5 juillet prochain, dans un délai de 3 mois après publication du décret pour mettre en œuvre cette disposition en s'appuyant sur l'évaluation des risques ainsi que la notice des postes, la fiche d'entreprise établie par le médecin du travail, les suivis individuels renforcés, les

résultats des VLEP, les rapports de contrôle technique de tout type et tout élément d'information quand un risque identifié est lié à un agent CMR.

Cette liste nominative est mise à la disposition des travailleurs (liste personnelle de chaque travailleur avec les agents CMR susceptible d'être exposée). Une liste non nominative, version anonymisée, est mise à disposition des membres du CSE. Il faut garder à l'esprit que nous sommes toujours dans l'évaluation des risques professionnels et que nous sommes dans une annexe qui sera portée au document unique. Nous communiquons au service de prévention et de santé au travail et au dossier médical du salarié cette liste, avec une conservation pendant 40 ans des agents CMR auxquels le travailleur est susceptible d'être exposé ou a été exposé.

Les entreprises utilisatrices ont l'obligation d'établir la liste pour les travailleurs temporaires qui intervenaient dans les entreprises utilisatrices et d'en informer les entreprises de travail temporaire. Il y a une obligation de transmission aux services de prévention et de santé au travail qui revient à l'entreprise de travail temporaire. L'esprit du texte est de dire que l'entreprise utilisatrice réalise cette évaluation des risques, car elle connaît ses unités de travail et la liste des agents chimiques dangereux et CMR utilisés dans son entreprise. Dans ce cadre, c'est transmis aux entreprises de travail temporaire.

Cette obligation et cette liste concernent les agents chimiques de catégorie 1A et 1B. C'est la définition que nous retrouvons dans le Code du travail article R.4412-60 et dans l'arrêté du 26 octobre 2020. Nous parlons seulement de la liste de ces agents CMR. Les autres agents chimiques CMR vont alimenter l'évaluation des risques, y compris les agents chimiques dangereux et toxiques. Cependant, pour la liste nominative et l'obligation de transmission, notamment au service de prévention et de santé au travail, nous parlons de seulement des catégories 1A et 1B.

Pour ce faire, nous avons certains outils d'accompagnement à cette obligation de traçabilité de la liste nominative des travailleurs exposés à ces agents CMR. Sur le site du ministère du Travail, il y a un document d'accompagnement des entreprises qui va reprendre les points abordés plus en détail : <https://travail-emploi.gouv.fr>

Vous trouverez également des aides sur le site de l'INRS (dossier des agents chimiques CMR mis à jour : <https://www.inrs.fr/risques/cmr-agents-chimiques/ce-qu-il-faut-retenir.html>) et le lien vers l'outil Seirich d'aide à l'évaluation et à la prévention des risques chimiques dans les entreprises mis à jour et développé par l'INRS : <https://www.seirich.fr/seirich-web/index.xhtml>

Il y a une modification du décret 2024 avec plusieurs valeurs limites modifiées ou de nouvelles valeurs limites d'exposition professionnelle. C'est l'une des composantes de ce décret. Nous avons 4 évolutions nouvelles VLEP ou modifications :

- Acrylonitrile, à partir du 5 avril 2026 :
 - 1 mg/m³ (0,45 ppm) d'air sur 8 heures ;
 - 4 mg/m³ (1,8 ppm) d'air sur 15 minutes.
- Benzène, à partir du 6 avril 2026 :
 - 0,66 mg/m³ d'air (0,2 ppm) sur 8 heures.
- Composés du Nickel (alvéolaire), à partir du 18 janvier 2025 :

- 0,01 mg/m³
- Composé du Nickel (inhalable), à partir du 18 janvier 2025 :
 - 0,05 mg/m³ d'air sur 8 heures.

Temps d'échanges

Comment s'articule la liste nominative et la réglementation RGPD ? (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Réponse (Élise Plan, DREETS 13)

Il y a des obligations, dont une liste nominative pour les salariés et les travailleurs qui sont susceptibles d'être exposés à ces agents CMR. Il y a une version anonymisée qui est transmise au CSE, jointe ensuite aux annexes du DUERP. Le médecin travail a accès à la liste. Cette liste est versée au dossier médical par transmission au service de prévention et de santé au travail (médecin de travail) qui va la conserver 40 ans.

La version nominative est uniquement pour le médecin du travail ? Et aussi à l'inspection du travail ? (Carine Miserazzi, Cegelec)

Réponse (Élise Plan, DREETS 13)

La version nominative est pour le médecin du travail et le salarié. L'inspection du travail a accès à tout élément en matière de santé au travail.

En tant que société de gestion des déchets industriels, comment avoir la liste exhaustive des substances contenues dans un déchet ? (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

L'entreprise fait face à des émetteurs de déchets qui avaient l'obligation d'établir des bons de suivi de déchet. Maintenant, c'est obligatoirement dématérialisé et c'est « trackdéchets » qui s'occupe de la collecte de ces informations. Pour rappel, l'obligation de mesurage des CMR présents dans l'atmosphère de travail préexistait avant le Décret du 4 avril. Elle était notamment codifiée à l'article R.4412-76 qui oblige l'employeur à faire un mesurage régulier des agents CMR. Pour les CMR dotés d'une valeur réglementaire contraignante, il est obligé de faire, une fois par an, un mesurage par un organisme accrédité. L'obligation de mesurage existait bien au sein de cet article.

Si des EPI ou EPC sont mis à disposition par l'employeur, doit-on être mis sur cette liste de personne susceptible d'être exposée ? (Romain Dahan, LyondellBasell Fos-sur-Mer)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Oui, tout EPI ou EPS n'est pas infaillible. Quand nous disons « susceptible », c'est la distinction entre expositions susceptibles et expositions avérées. Par exemple pour un EPI, si le facteur de protection de l'EPI est, pour un masque complet, très important, nous ne sommes pas sur de l'adaptation au porteur. Si nous ne réalisons pas de test, nous pouvons avoir une morphologie faciale du salarié qui n'est pas adaptée et qui ne permet pas l'étanchéité totale

du masque et donc avoir potentiellement une exposition. Également pour les EPC, par exemple l'aération et la ventilation, il peut y avoir des dysfonctionnements ou des pertes de charge et une efficacité amoindrie qui ne garantit pas l'exhaustivité de la pollution. Si nous prenons les textes attachés à l'aération et ventilation, nous pouvons voir qu'ils prévoient, pour les locaux à pollution spécifique, une aspiration à la source des polluants au fur et à mesure de leur production et une évacuation de la pollution résiduelle par la ventilation générale. Cela montre qu'un EPC ne garantit pas à 100% la captation de la totalité des polluants.

Dans la liste des substances, pouvons-nous avoir une approche par typologie de substances ?

Exemple : BTEX, HAP. (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Nous n'avons pas le recul nécessaire. Il n'y a pas eu de positionnement de la DGT sur ce point. Le texte est explicite, il faut dresser une liste qui inclut chaque substance CMR.

Pouvez-vous nous donner des exemples de personnel susceptible d'être exposé ? (Sébastien Cuhe, SPI Industrie)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Par exemple, quelqu'un qui interviendrait en industrie et dont la tâche ne serait pas la maintenance industrielle, mais une intervention au sein de locaux ou zone de travail qui régulièrement font l'objet de présence de CMR. Les nouveaux articles R.4412-93-1 sont bien attachés à l'évaluation des risques. Pour identifier cette zone, il faut bien partir de l'évaluation des risques et donc de la présence potentiel et susceptible de polluants dans cette atmosphère de travail. Nous allons pouvoir exclure les personnes qui ne sont pas susceptibles d'être exposées dans une marche normale.

Réponse (Élise Plan, DDETS 13)

Nous connaissons les sources d'émissions dans les unités de travail où nous retrouvons des agents CMR des catégories 1A et 1B. Les travailleurs de toutes les unités de travail et les postes de ce type de poste sont susceptibles d'être exposés. C'est lié à l'évaluation des risques. Nous allons trouver des agents chimiques CMR forcément dans un environnement à pollution spécifique. Il est prévu, dans le cadre de l'évaluation des risques, que nous ayons une identification exhaustive des agents CMR de catégorie 1A et 1B et que nous connaissions les unités de travail émissives. L'objectif est de faire le lien avec les postes ou les travailleurs qui interviennent sur ces unités de travail émissives. Il y a plusieurs documents à notre disposition afin de pouvoir réaliser cette identification et traçabilité, y compris la fiche d'entreprise du médecin de travail, les notices de poste, etc.

Pouvons-nous faire une correspondance GEH et travailleurs ? Certes il y a l'obligation de mesurage au poste de travail, mais la liste exhaustive ne peut être connue, car il s'agit de déchets du client industriel. (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Pouvez-vous détailler votre question ?

Commentaire (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Pour établir la liste nominative des GEH, mon personnel peut appartenir à plusieurs GEH alors que la liste nominative avec Monsieur x appartient à ce GEH et ce GEH est exposé au benzène et à x produits. Pouvons-nous le construire comme cela ?

Réponse (Élise Plan, DREETS 13)

C'est un des éléments qui peut vous permettre de construire cette liste et cette traçabilité. Tous éléments sont bons à prendre. Et cela peut être sur ce groupe s'il y a des éléments d'informations d'exposition aux agents CMR.

Commentaire (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

C'est pour établir la liste. Aujourd'hui, nous travaillons sur du déchet sur différents sites industriels. Par exemple, un GEH monteur chez Total ne sera pas pareil que monteur chez Solvay.

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Comme les expositions sont différentes, normalement vous avez une évaluation des risques différente chez un donneur d'ordre et chez un autre. Nous parlons d'exposition susceptible. Les données que vous aurez, en tant que préventeur, sont des données par GHE que cela soit sur le biologique, mais aussi sur les retours des VLEP. Vous aurez donc des données sur des GEH, mais il faudra faire une liste exhaustive pour voir tous les salariés qui peuvent être exposés dans les mêmes conditions. Au sein des GEH, pour des raisons pratico-pratiques, nous allons chercher les situations les plus représentatives et les personnes les plus exposées. Il ne faudra pas négliger les travailleurs qui ont la même communauté de travail (lieu de travail commun) qui sont susceptibles d'être exposée aux mêmes polluants. Si ce n'est pas le cas, il faudra veiller à l'exhaustivité du DUERP et de la présence de polluants dans l'atmosphère. Il n'y a pas de chamboulement drastique de la réglementation en la matière, car les obligations de mesurage existaient bien avant. Chaque entreprise devrait avoir des données sur les Agents Chimiques Dangereux (ACD) et CMR présents.

Commentaire (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Sur un site industriel, en fonction d'où vous vous trouvez, sur du déchet, vous allez pomper un bassin d'API, la liste est impossible à faire. C'est du déchet.

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Nous parlons bien d'exposition susceptible. Autant de produits susceptibles d'être présents dans l'atmosphère de travail, autant de produits qui vont incrémenter la liste. Peu importe que nous soyons dans des déchets ou autres. Vous voulez savoir si nous prenons en compte les produits de décomposition ?

Commentaire (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Oui. Vous mesurez que ce que vous cherchez. Dans du déchet, dans un bassin d'API, il y a des produits de transformation *in situ*... C'est impossible.

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

Je vous renvoie à la recommandation 502 où le donneur d'ordre a l'obligation de vous donner

la liste exhaustive des déchets et des ACD et CMR présents auxquels les salariés sont susceptibles d'être exposés. Ce sont des informations qui doivent être en amont dès l'inspection commune et qui doivent apparaître dans votre évaluation des risques.

Commentaire (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Vous avez à chaque endroit du process industriel des produits qui se composent ou se décomposent et à chaque point vous avez potentiellement des produits différents.

Réponse (Camille Saiah, DDETS 13)

Cela doit faire l'objet de votre évaluation des risques d'identifier les Agents Chimiques Dangereux – ACD et CMR auxquels les salariés sont susceptibles d'être exposés. Ces informations doivent être données en amont de l'inspection commune préalable par l'entreprise utilisatrice et doivent apparaître dans votre PDP.

Réponse (Élise Plan, DDETS 13)

Il y a certains déchets qui sont identifiés. Cette recommandation permet, à réception des déchets, d'avoir une identification qui ne sera pas absolument exhaustive. Cependant, si la liste des CMR catégorie 1A et 1B est présente et identifiée lorsque vous recevez les déchets, nous avons déjà un début de traçabilité. Cela sera mis à jour tous les ans lorsque vous aurez connaissance et que vous aurez identifié le nouvel agent CMR catégorie 1A ou 1B. Nous n'allons pas figer une évaluation des risques professionnels. C'est prévu dans les textes présentés de la mettre à jour régulièrement à chaque fois que nous avons une nouvelle information. La liste détaillée et nominative devrait être également à jour sauf si nous identifions un nouvel agent CMR.

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Ce texte n'est pas novateur dans le sens où l'information des personnels exposés et de leurs représentants était déjà inscrite dans le Code du travail à l'article R.4412-86 où il est nécessaire d'informer de la nature et du degré. Concernant votre préoccupation sur la somme des agents chimiques présents sur certains sites, au niveau réglementaire, l'obligation préexistait et elle se doit d'être effective. Nous comprenons que les modalités sont compliquées, cependant, il y a bien une obligation préexistante d'avoir une identification la plus exhaustive possible des ACD et CMR présents dans l'environnement de travail.

Commentaire (Christophe Ripert, Eurenco)

Concernant les EPI, nous devons avoir une procédure de gestion des EPI. Si nous avons cette procédure, le laboratoire qui fait les mesures va tenir compte des facteurs de protection.

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

C'est le déjà cas pour les rapports VLEP. Nous avons pris en compte du facteur de *protection assigné de l'appareil de protection respiratoire*.

Commentaire (Carine Miserazzi, Cegelec)

Sur une usine tout est potentiellement concerné.

Réponse (Élise Plan, DDETS 13)

Je vous renvoie à la définition du Code du travail d'environnement à pollution spécifique. Ce sont des lieux de travail à pollution dite spécifique, car nous avons des substances qui sont émissives et autres que la respiration des travailleurs. Dans ce cadre, il va falloir, à l'aide de l'évaluation des risques, identifier les travailleurs susceptibles d'être exposés. Nous allons avoir les travailleurs connus qui sont exposés directement, mais les unités de travail émissives devraient être connues, car cette évaluation des risques existe. Elle a évolué depuis 20 ans. C'est surtout la retranscription de l'évaluation des risques dans le document unique qui existe depuis 20 ans.

Si j'ai une unité de travail avec un GEH 1 mettant en œuvre un CMR A, pouvons-nous répondre à la réglementation en disant le CMR A est mis en œuvre par le GEH 1 donc Mr Dupont qui appartient au GEH 1 met en œuvre le CMR A ? Ou devons-nous faire une liste nominative sur un même document ? (Nadine Nouyrigat, Sanofi)

Réponse (Élise Plan, DDETS 13)

Mr Dupont fait partie de la liste détaillée nominative. Nous devrions retrouver dans sa liste ce CMR A.

Réponse (Ghislain Bonelli, DDETS 13)

Il devra figurer dans la liste des salariés susceptibles d'être exposés au CMR A, adressé à la médecine du travail.

Les listes vont évoluer au cours de l'année, devons-nous la transmettre régulièrement ? Ou une fois par an pour la liste exhaustive ? Ou lors d'un nouvel embauché ? (Carine Miserazzi, Cegelec)

Réponse (Élise Plan, DREETS 13)

Oui, comme le DUERP, lors de toute information susceptible de faire évoluer l'évaluation des risques. Si vous avez connaissance d'un nouvel agent CMR de catégorie 1A et 1B, la liste doit être mise à jour et de nouveau transmise au service de prévention et de santé au travail. La liste doit être également mise à jour à chaque nouveau embauché. Vous devriez, à priori surtout lorsque vous avez une évaluation des risques exhaustive, savoir que ce nouveau embauché est sur telle unité de travail émissive et avoir une première liste d'agent chimique dangereux CMR. Cette liste pourra évoluer au fur et à mesure des connaissances, des informations et des risques auxquels les travailleurs seront exposés. Il n'y a pas de formalisme sur cette liste. Nous savons que la trame de la liste des travailleurs susceptibles est nominative. Chaque travailleur a accès à la liste des agents CMR catégorie 1A et 1B auxquels il est exposé. Elle est cependant anonymisée aux annexes DUERP pour transmission au CSE. La liste nominative est transmise au médecin du travail, service de prévention et de santé au travail.

Faisons-nous la distinction entre exposition et tâche exposante ? (Gilles Talbot, Groupe Ortec)

Réponse (Élise, DREETS 13)

Les deux sont liés. Concernant l'exposition, il n'y a pas de doute, au vu de la définition, où nous avons une émission et un travailleur exposé. Ces travailleurs vont faire partie de la liste.

Concernant la tâche exposante, ce sont l'unité de travail et la tâche émissive où les travailleurs vont être susceptibles d'être exposés. Ils ne seront pas forcément exposés en tout temps et de manière régulière, mais sont susceptibles d'être exposés. S'il y a un agent CMR dans l'atmosphère de travail, nous sommes dans un environnement/pollution spécifique et dans ce cadre nous devons être le plus exhaustifs possible. Pour rappel, cette liste nominative est rattachée à l'évaluation des risques que vous faites à vos unités de travail et dans votre entreprise. Nous sommes sur un texte qui va entrer en application le 5 juillet prochain. Il y a aura certainement des apports, de nouveaux documents que nous mettrons à votre disposition.

Fin du séminaire.

Merci aux intervenants et participants.